

## Débat d'orientation budgétaire – Conseil municipal du 8 mars 2010

### Intervention de Martine VOLARD

« Tout d'abord, je tenais à vous remercier, en particulier M.Gimonet et les services financiers pour l'effort de présentation pédagogique et synthétique de la note qui nous est présentée. Cette note appelle plusieurs observations et commentaires de notre part :

#### 1- La réforme de la taxe professionnelle

Cette réforme est illisible et compliquée. Elle risque de remettre profondément en cause à terme les acquis et les apports de la décentralisation, et nous apparaît injuste.

➤ Alors que vous faites les chantres de la modernisation et de la simplification administrative, cette réforme, comme le montre le schéma de la page 7 et 8 de votre note, devient une véritable « usine à gaz » **illisible pour le citoyen et complexe pour les services de l'Etat et des collectivités**. La démocratie nécessite la transparence et la compréhension par tous des affaires publiques, et en premier lieu le budget. Comme nos concitoyens comprendront-ils demain nos recettes réelles, puisqu'il leur faudra comprendre le mécanisme de la compensation ?

Alors que vous critiquez fortement le Fonds de solidarité des communes de la Région Ile de France, le gouvernement que vous soutenez ajoute en fait un nouveau fonds de compensation.

➤ **Une réforme qui remet en cause les acquis de la décentralisation** : quel meilleur moyen pour priver les élus de leur capacité d'action que de leur ôter des recettes, comme pour les départements, et surtout toute marge de décision, en leur enlevant la possibilité de fixer librement les taux ? Une taxe qu'on déconnecte des territoires, c'est du dynamisme économique qu'on supprime car on oublie combien les collectivités locales étaient devenues des acteurs du développement économiques. Les maires et présidents intercommunalités n'auront demain plus le même intérêt à promouvoir leur territoire auprès des entreprises.

#### ➤ **Enfin, une réforme injuste :**

- Les simulations faites par Bercy sont sans équivoque. A titre d'exemple, les villes de Seine Saint Denis y perdent au total presque 16 millions euros avant péréquation. Celles des Hauts de Seine gagnent presque 200 000 d'euros. Au sein de notre département, les gains les plus importants : Puteaux et Courbevoie, avec des gains de plus de 39 millions, alors que nous sommes déjà les villes qui avons le potentiel fiscal le plus élevé, suivies par Neuilly (35 millions d'euros). Celles qui y perdent le plus : Gennevilliers (-16 M, Nanterre : -5M et Villeneuve La Garenne :-2). Cela se passe de commentaires. Nous ne pouvons continuer à réagir égoïstement, l'intérêt général doit primer et ce ne peut être l'intérêt de la France, de notre Région et en définitive de notre ville que d'accentuer encore et toujours les inégalités territoriales qui existent déjà. Vous pourrez mettre en place toutes les caméras de « vidéo protection » que vous voulez, tant qu'on ne s'attachera pas aux racines du problème, la pauvreté et l'injustice sociale, nous aurons des voitures qui brûlent dans les banlieues. Et le mécanisme de

compensation mis en place ne règle rien : outre le fait qu'on complique encore les choses, cette compensation est injuste car elle n'est garantie que pour 2010, et en plus elle fige les inégalités actuelles et ne donne aucune chance aux collectivités moins bien dotées. Quel message d'espoir envoie-t-on aux maires de villes en difficultés ?

- Enfin, une réforme injuste et trompeuse car il faut dire les choses en face : si les entreprises y gagnent, qui y perd ou plutôt qui paye ? L'Etat ? Il est déjà aux limites du surendettement et le déficit public devient abyssal. Comment demain versera-t-il aux collectivités des dotations qu'il a déjà du mal à assurer quand on voit la façon dont il transfère en permanence des charges sur elles. Les collectivités ? Comment ? Et bien, soyons francs, il n'y aura bientôt plus que deux solutions : augmenter encore les impôts locaux (quel paradoxe pour un parti qui promet la baisse de la pression fiscale) ou, et peut-être même les deux - une réduction des services publics. Au total, ce sont bien les habitants qui y perdent et ça vous ne le dites pas.

## 2- Les orientations des dépenses

□ Il y a, et nous le reconnaissons bien volontiers, dans vos orientations, **des points qui nous satisfont tout particulièrement** et pour lequel nous sommes contents que la Ville s'engage enfin. En particulier, l'éducation et le péri-scolaire, la culture et les commerçants :

### ➤ Le projet éducatif et le rôle central du VAL

- La montée en puissance du VAL avec la mise en cohérence de ses activités est une orientation très positive qu'a prise notre ville et qui permet réellement d'améliorer le service rendu. Nous sommes parfaitement en accord avec les mesures que vous proposez dans ce domaine et nous les soutiendrons, tout particulièrement le développement des Maisons du Val, même si nous resterons très attentifs à leur fonctionnement réel et aux activités proposées.
- Concernant les missions du service enseignement, nous notons **l'amélioration bien réelle de la qualité de la restauration scolaire**, à laquelle, je le rappelle, nous avons également contribué par notre travail. Je voudrais toutefois rappeler deux points noirs que j'avais pointés dès le début. La qualité des aliments à elle seule ne suffit pas à bien faire manger nos enfants. Je le dis et le redis, et tous les parents le savent bien : l'environnement dans lequel se déroule le repas est tout aussi important, voire plus, que le repas lui-même pour que nos enfants aient envie de manger et mangent correctement. De ce point de vue là, rien n'est encore gagné et les retours que j'ai concernant les déchets en fin de repas le montrent. Deux causes principales peuvent expliquer cela : **l'encadrement ou plutôt le manque d'encadrement** en raison de l'absentéisme. Enfin les locaux très souvent inadaptés (froid, bruit et espaces insuffisants). Autant de causes qui font que les enfants déjeunent en fait très rapidement et mal. Il faut que nous nous attaquions collectivement à ce problème. Vous nous aviez promis que le groupe de travail créé continuerait à se réunir pour travailler sur cela. Rien n'a été mis en place depuis la rentrée scolaire. Je le redemande ici. **Enfin, il va falloir, et je le redemande aussi, mettre en place un vrai plan d'investissement pour réaménager les cantines.** Je regrette que cela ait souvent été l'élément oublié lors des dernières rénovations, conduisant en fait à un vrai gaspillage.
- Un point toutefois sur lequel je m'interroge et vous demande aussi de vous interroger : vous proposez d'offrir une trousse aux enfants de CP des familles les plus démunies et une calculatrice pour l'entrée au collège. Première question : comment seront définies ces familles : par le quotient familial ? Je crois qu'il faut vraiment s'interroger sur la

pertinence d'une telle mesure. Elle aura un coût : peut-être d'ailleurs l'avez-vous chiffrée et pouvez vous nous le donner. Et donc, nous devons, élus, nous poser la question de son utilité et efficacité puisque mettre en place une politique publique, c'est d'abord s'interroger sur son objectif. Que va-t-elle apporter en réalité ? Aider des familles démunies ? Est-ce le bon moyen ? D'autres mesures existent déjà et la première d'entre elle : l'aide à la rentrée scolaire. Il n'est pas bon de superposer les couches, les politiques publiques deviennent illisibles. L'émiettement de petites sommes ne garantit pas l'efficacité et encore moins leur efficience. J'attire votre attention sur plusieurs écueils. Le premier est très pratique : est-on certain que ces matériels seront remis avant la rentrée scolaire ou que les parents seront informés de cette remise, afin de ne pas l'acheter ? Ensuite, l'achat d'une trousse ou d'une calculatrice ne représente pas forcément le plus gros poste de dépenses de la rentrée et il y a fort à parier que beaucoup de parents seront tentés de l'acheter eux-mêmes pour faire plaisir à leur enfant et lui permettre de choisir. Enfin, je crains la stigmatisation forte des élèves en question qui peut les amener à rejeter fortement ce « cadeau » et à ne pas le voir comme une mesure de soutien et d'encouragement. Préserver la dignité de tous est primordial et donner le sentiment que l'on fait l'aumône est blessant. Je ne mets pas en doute votre volonté d'aider sincèrement les enfants par cette mesure mais méfions nous tous des « fausses bonnes idées ». Je constate l'allongement d'années en années des listes de fournitures scolaires, dès le primaire. Peut-être faudrait-il davantage travailler avec le corps enseignant pour expliquer cela et surtout augmenter le budget des fournitures s'il ne leur permet pas de faire face aux besoins.

- Un point manquant dans vos propositions: les activités extra-scolaires qui auraient bien besoin d'une remise en ordre et en cohérence et d'une augmentation des moyens pour faire face à la demande

➤ **Ouvrir la culture aux jeunes**

Nous constatons avec plaisir que la Ville semble enfin, et réellement s'engager pour la culture et en particulier pour les jeunes, dans la suite de la mise en place de chéquier jeune.

Nous sommes bien évidemment très favorables aux projets de préservation pour le patrimoine et en premier lieu à la rénovation du Pavillon des Indes et à la création d'un atelier d'artistes.

➤ **Dynamiser le tissu économique**

Nous sommes heureux et soulagés de constater qu'enfin la Ville s'empare du problème du commerce et comprenne qu'il est de sa responsabilité de travailler à le préserver. Les mesures proposées vont dans le bon sens.

- Le diagnostic de performance énergétique : oui, bien sur.

Pour ces mesures, nous sommes très favorables et soutiendrons les décisions budgétaires qui iront dans ce sens. Mais pour autant, n'oublions pas que les sommes consacrées à ces mesures ne représentent qu'une faible part de notre budget.

**L'essentiel est ailleurs et aussi dans les creux, et ce qui nous semble absent. En particulier en matière d'investissements structurants.**

❑ **En effet, pour certaines dépenses que vous nous proposez, votre note d'orientation relève plus de la communication politique.** Vous nous avez dit la même chose l'an passé, et l'année encore d'avant. Vous nous direz sûrement la même chose l'an prochain. Des effets d'annonce, des études...et puis rien : le parc de Bécon, la Cité des Loisirs, pour ne citer qu'eux. Et puis surtout l'Agenda 21 où aucun plan d'action n'est encore en vue alors qu'on nous avait initialement annoncé cela pour 2010. Cela va devenir comme le PLU : annoncé mais toujours retardé...tout en se prévalant pendant ce temps de mesures de cet Agenda 21 jamais présenté et débattu.

❑ Je voudrais enfin terminer par trois domaines **sur lesquels la ville investit trop peu à notre sens :**

- **La petite enfance :** nous applaudissons que là aussi vous ayez pris en compte notre demande du relais assistantes parentales mais nous nous interrogeons. Comme pour les assistantes maternelles, ces lieux ne seront une vraie aide que si ce sont des équipements facilement accessibles. Les nounous ont rarement des voitures ! **Nous reformulons notre proposition de créer une maison de l'enfance par quartier,** lieux qui accueilleraient à la fois un RAM et un RAP et serait un lieu d'orientation et de support pour les parents. Ils pourraient aussi s'y rencontrer ou mettre des annonces (par exemple pour les gardes partagées). Ils pourraient être conseillés, informés et aidés sur les formalités (exemple pour le recrutement, les contrats, les aides financières). Les jeunes parents plus particulièrement sont les plus démunis.
- **Les personnes âgées :** comme pour l'Agenda 21, cela ressemble plus à de la communication et vos propositions sont bien vagues. On est plus dans le gadget que dans une véritable politique envers les personnes âgées. **L'enjeu aujourd'hui est la dépendance et la prise en charge de cette dépendance.** Même si une grande part relève des compétences du Conseil général, la ville pourrait s'investir avec plus de volontarisme et mettre des moyens dans ce secteur. On a vu la détresse provoquée par la fermeture du foyer Blanchet Georges et là-encore l'abandon du service public. Le problème des ressources –et donc de l'accès aux services - devient et va devenir encore plus crucial dans les années à venir. C'est maintenant que nous devons tous préparer cela. La ville fait preuve d'imprévoyance. Investissons maintenant pour les aînés.
- **Enfin, le sport et les associations sportives en général.** Votre note d'orientation est surtout une note d'autosatisfaction que nous ne pouvons accepter. Pour notre part, nous pensons qu'aujourd'hui le sport est en danger à Courbevoie. Depuis la création des différentes associations, elles souffrent sous le poids de la charge de travail. Elles n'arrivent plus à accepter toutes les demandes faites de créneaux. Les bénévoles ne sont pas légion et doivent gérer de vraies mini-entreprises. Les récentes défaillances où nous avons dû intervenir pour pallier à des manquements par des subventions exceptionnelles montrent la grande fragilité de nos associations. Vos réponses à ces difficultés ne sont pas suffisantes. **Il faut là-aussi aider nos associations et mettre à leur disposition des moyens, pas forcément augmenter les subventions, mais physiques (salles) et humains.**

Merci »